



**Conseil économique  
et social**

Distr.  
GÉNÉRALE

ECE/CEP/AC.13/2008/2  
9 mai 2008

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

---

**COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE**

**COMITÉ DES POLITIQUES DE L'ENVIRONNEMENT**

Comité directeur CEE pour l'éducation  
au développement durable

Troisième réunion  
Genève, 31 mars-1<sup>er</sup> avril 2008

**RAPPORT DU COMITÉ DIRECTEUR CEE POUR L'ÉDUCATION AU  
DÉVELOPPEMENT DURABLE SUR SA TROISIÈME RÉUNION**

**TABLE DES MATIÈRES**

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
Introduction.....	1 – 9	3
I. Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour.....	10 – 11	3
II. Résultats de la sixième Conférence ministérielle «Un environnement pour l'Europe» relatifs à l'éducation en vue du développement durable .....	12 – 14	4
III. Progrès accomplis par les États membres de la CEE dans la mise en œuvre de la Stratégie de la CEE pour l'éducation en vue du développement durable .....	15 – 18	6
IV. Rapport sur les progrès accomplis par le Groupe d'experts chargés des indicateurs relatifs à l'éducation en vue du développement durable .....	19 – 23	7
V. Comment est enseigné le développement durable? – débat d'experts sur les compétences en matière d'éducation en vue du développement durable dans le secteur de l'éducation .....	24 – 27	8
VI. Projet de plan de travail pour la mise en œuvre de la phase II de la Stratégie de la CEE pour l'éducation en vue du développement durable (2008-2010) .....	28 – 32	9
VII. Interactions entre le processus engagé par la CEE et d'autres processus et activités d'éducation en vue du développement durable et avantages mutuels que l'on pourrait en tirer .....	33 – 35	10
VIII. Calendrier des réunions .....	36	12
IX. Élection du Bureau .....	37 – 38	12
X. Questions diverses .....	39	12
XI. Clôture de la réunion .....	40	13

## Introduction

1. La troisième réunion du Comité directeur CEE pour l'éducation au développement durable s'est tenue les 31 mars et 1<sup>er</sup> avril 2008 à Genève.
2. Ont participé à la réunion des représentants (issus à la fois des secteurs de l'éducation et de l'environnement) des pays suivants: Allemagne, Autriche, Azerbaïdjan, Belgique, Bulgarie, Canada, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Israël, Italie, Kirghizistan, Lituanie, Moldova, Norvège, Ouzbékistan, Pays-Bas, Pologne, République tchèque, Roumanie, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Turquie et Ukraine.
3. Des représentants de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) y ont aussi participé.
4. Trois organisations intergouvernementales y étaient représentées: l'Agence européenne pour l'environnement (AEE), le Centre régional pour l'environnement (CRE) de l'Europe centrale et orientale et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).
5. Les organisations non gouvernementales (ONG) ci-après ont assisté à la réunion: l'ECO-Forum européen, groupement d'associations de défense de l'environnement et le Mouvement écologique «BIOM».
6. Des représentants des établissements d'enseignement ci-après ont pris part à la réunion: l'Institut Florimont et l'Université de Zurich.
7. La liste des participants peut être consultée à l'adresse suivante:  
(<http://www.unece.org/env/esd/SC.Meet.htm#3rdMtg>).
8. La réunion était présidée par M. Andreas Karamanos (Grèce).
9. À la suite des décisions prises lors de la deuxième réunion du Comité directeur pour l'éducation au développement durable, de la séance conjointe consacrée à l'éducation en vue du développement durable tenue lors de la sixième Conférence ministérielle «Un environnement pour l'Europe» (Conférence ministérielle de Belgrade) et de la sixième réunion du Bureau du Comité directeur pour l'éducation au développement durable, le secrétariat, en concertation avec le Président, avait élaboré plusieurs documents en vue de la réunion du Comité directeur. L'ensemble de la documentation de la réunion peut être consulté sur le site Web de la CEE (<http://www.unece.org/env/esd/SC.Meet.htm#3rdMtg>).

## I. OUVERTURE DE LA RÉUNION ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

10. Le Président a ouvert la réunion. Il a souhaité la bienvenue aux représentants venus assister à la troisième réunion du Comité directeur et les a félicités des succès enregistrés à l'issue de la séance conjointe consacrée à l'éducation en vue du développement durable lors de la Conférence ministérielle de Belgrade, notamment la prorogation jusqu'en 2015 du mandat du Comité directeur, chargé de superviser la mise en œuvre de la Stratégie et de faire le point de son application. Le Président est revenu sur les principaux objectifs de la réunion, à savoir:

a) examiner les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la Stratégie depuis l'essai pilote de présentation de rapports; b) examiner et adopter le Projet de plan de travail pour la mise en œuvre de la phase II de la Stratégie de la CEE pour l'éducation en vue du développement durable (2008-2010), notamment son contenu proprement dit, le calendrier fixé et les incidences financières; c) faire le point des progrès accomplis par le Groupe d'experts chargé des indicateurs relatifs à l'éducation en vue du développement durable; et d) étudier la question des compétences en matière d'éducation en vue du développement durable dans le secteur de l'éducation et définir la manière d'aborder la question dans le cadre des travaux du Comité directeur.

11. Le Comité directeur a adopté l'ordre du jour de la réunion figurant dans les documents ECE/CEP/AC.13/2008/1 et son rectificatif 1.

## **II. RÉSULTATS DE LA SIXIÈME CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE «UN ENVIRONNEMENT POUR L'EUROPE» RELATIFS À L'ÉDUCATION EN VUE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE**

12. M<sup>me</sup> Monika Linn, Secrétaire de la sixième Conférence ministérielle «Un environnement pour l'Europe» (Belgrade, 10-12 octobre 2007), a informé le Comité directeur des principaux résultats de la Conférence ministérielle de Belgrade et d'autres résultats particulièrement pertinents en matière d'éducation en vue du développement durable. La Conférence ministérielle de Belgrade a réuni plus d'un millier de représentants officiels – dont 60 ministres, vice-ministres et secrétaires d'État, issus du secteur de l'éducation pour 16 d'entre eux – ainsi que quelque 2 000 observateurs et autres participants. Les ministres et représentants de haut rang de 51 États membres de la CEE ainsi que de la Commission européenne ont fait le point des progrès réalisés, depuis la Conférence ministérielle de Kiev en 2003, en ce qui concerne l'application des politiques de l'environnement, le renforcement des capacités et les partenariats, et débattu de l'avenir du processus «Un environnement pour l'Europe». Le succès remporté par la séance conjointe consacrée à l'éducation en vue du développement durable a témoigné du formidable appui des acteurs participants en faveur de la poursuite de la mise en pratique de la Stratégie pour l'éducation en vue du développement durable. Les ministres de l'éducation et de l'environnement ont adopté une déclaration commune concernant l'éducation en vue du développement durable<sup>1</sup> par acclamation, exprimant ainsi leur engagement à poursuivre la mise en œuvre de la Stratégie et leur volonté de proroger jusqu'en 2015 le mandat du Comité directeur, qui a été chargé de superviser la mise en œuvre de la Stratégie au niveau régional. Les principaux résultats de la Conférence ministérielle de Belgrade ont été consignés dans la Déclaration ministérielle<sup>2</sup> et le résumé du Président<sup>3</sup>. On retiendra, entre autres résultats,

---

<sup>1</sup> Déclaration concernant l'éducation en vue du développement durable des Ministres de l'éducation et de l'environnement de la région de la CEE adoptée à la séance conjointe consacrée à l'éducation en vue du développement durable (ECE/BELGRADE.CONF/2007/4/Add.1).

<sup>2</sup> Déclaration «Construire des passerelles pour l'avenir» des ministres des pays de la région de la CEE (ECE/BELGRADE.CONF/2007/8).

<sup>3</sup> Résumé du Président de la sixième Conférence ministérielle «Un environnement pour l'Europe» (ECE/BELGRADE.CONF/2007/9).

la poursuite du processus «Un environnement pour l'Europe», particulièrement important en tant que partenariat unique des États membres de la CEE, des organisations du système des Nations Unies représentées dans la région, d'autres organisations intergouvernementales, des centres régionaux pour l'environnement, des ONG et d'autres grands groupes. En outre, les participants à la Conférence ministérielle de Belgrade sont convenus d'entreprendre une réforme du processus «Un environnement pour l'Europe» pour veiller à ce qu'il reste pertinent et conserve sa valeur, et de renforcer son efficacité en tant que mécanisme d'amélioration de la qualité de l'environnement et des conditions de vie de la population dans toute la région. Le plan de réforme du processus a été élaboré par le Comité des politiques de l'environnement de la CEE au cours de plusieurs réunions spéciales tenues en 2008, le but étant que le Comité puisse l'adopter avant la fin de l'année 2008 et que la Commission économique pour l'Europe puisse ensuite l'approuver à sa session du printemps 2009.

13. Le Président a donné un aperçu de la séance conjointe consacrée à l'éducation en vue du développement durable. Il a évoqué les dispositions relatives à l'éducation en vue du développement durable figurant dans la Déclaration ministérielle et le Résumé du Président de la Conférence ministérielle de Belgrade. Les auteurs de la Déclaration ministérielle se sont félicités des efforts entrepris par tous les gouvernements pour réaliser les objectifs de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable et de l'adoption par la séance conjointe de la Déclaration commune faite sur le même sujet et ils ont invité instamment les pays à redoubler d'efforts pour mettre en application la Stratégie de la CEE pour l'éducation en vue du développement durable. L'attention a également été appelée dans la Déclaration sur l'importance de ce processus, considéré comme un élément indispensable et un cadre de référence pour les initiatives de renforcement des capacités et les multipartenariats dans la région. Dans son résumé, le Président a brossé un tableau général des débats et des résultats de la réunion. Le Président a souligné les conclusions clefs censées guider à l'avenir la mise en œuvre de l'éducation en vue du développement durable: a) nouveau renforcement des mesures initiales prises pour assurer la transition vers l'éducation en vue du développement durable; b) renforcement des compétences et amélioration des outils et matériels pédagogiques en matière d'éducation en vue du développement durable et de leur contenu; c) intensification des efforts entrepris dans le domaine de la transition conceptuelle de l'éducation en matière d'environnement à l'éducation en vue du développement durable; et d) promotion de l'éducation en vue du développement durable par le renforcement des capacités et la diffusion de bonnes pratiques.

14. Le Comité directeur est convenu que la séance conjointe consacrée à l'éducation en vue du développement durable lors de la Conférence ministérielle de Belgrade avait été le point culminant de la phase I de la mise en œuvre de la Stratégie. Ses membres ont passé en revue les résultats obtenus, les engagements dégagés et les défis répertoriés dans le cadre de l'application de la Stratégie de la CEE en matière d'EDD depuis la Conférence de Kiev, et se sont entendus sur la voie à suivre dans les années à venir. La séance conjointe a été l'occasion de constater le fort engagement des gouvernements en faveur de la mise en œuvre de la Stratégie et l'utilité des Conférences ministérielles «Un environnement pour l'Europe» en tant que tribune pour la promotion de cette mise en œuvre à l'échelon régional. Le Comité directeur a invité les États membres à participer activement aux débats sur la réforme que suppose «Un environnement pour l'Europe», afin de faire en sorte que l'éducation en vue du développement durable reste un thème inscrit à l'ordre du jour des prochaines conférences sur la question.

### **III. PROGRÈS ACCOMPLIS PAR LES ÉTATS MEMBRES DE LA CEE DANS LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE DE LA CEE POUR L'ÉDUCATION EN VUE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE**

15. Des gouvernements ont fait rapport au Comité directeur sur les activités entreprises pour mettre en œuvre la Stratégie depuis la présentation, à la fin 2006, dans le cadre du projet pilote, de leurs rapports nationaux de mise en œuvre.

16. Les rapports des pays ont fait apparaître que la mise en œuvre de la Stratégie avait enregistré des progrès importants. Dans de nombreux pays, le gouvernement s'est engagé à mettre en place les politiques et les arrangements et mécanismes institutionnels nécessaires pour donner effet à la Stratégie. La plupart des pays ont déclaré que la mise en œuvre des mesures initiales (par exemple, la traduction de la Stratégie dans les langues nationales officielles, la nomination de coordonnateurs nationaux et la mise en place de mécanismes consultatifs) était chose faite et pris des dispositions pour introduire l'éducation en vue du développement durable dans leurs documents directifs et législatifs. Nombre de pays ont commencé à élaborer un plan d'action national pour l'éducation en vue du développement durable. Certains pays ayant déjà fini d'élaborer leur plan d'action national travaillaient à leur mise en œuvre. Des activités de coordination et de sensibilisation ont été organisées au niveau national dans le cadre de réunions, d'ateliers et de conférences sur l'éducation en vue du développement durable et de nombreux autres événements y relatifs. De nombreux pays se sont prononcés en faveur de la Stratégie devant divers instances internationales. Des efforts ont été entrepris pour assurer la transition de l'éducation en matière d'environnement à l'éducation en vue du développement durable. Des matériels informatifs et pédagogiques ont été élaborés pour aider les enseignants à intégrer l'éducation en vue du développement durable dans leur enseignement. Dans certains pays, des budgets spéciaux ont été alloués aux activités relatives à l'éducation en vue du développement durable; dans d'autres, en revanche (principalement, dans les pays en transition), les contraintes financières et le manque de ressources ont continué d'entraver la poursuite de la mise en œuvre de l'éducation en vue du développement durable. Bon nombre de pays ont créé des sites Web contenant des informations ayant trait à l'éducation en vue du développement durable.

17. Les interventions sont disponibles sur le site Web de la CEE (<http://www.unece.org/env/esd/SC.Meet.htm#3rdMtg>). En outre, les délégations ont été invitées à soumettre au secrétariat des informations sur différentes manifestations, outils et matériels pédagogiques autour du thème de l'éducation en vue du développement durable, ainsi que les renseignements pertinents qu'elles souhaitaient voir affichés sur le site Web de la CEE, en vue du partage de tous ces éléments (<http://www.unece.org/env/esd/events.htm> et <http://www.unece.org/env/esd/Useful.info.html>).

18. Même si chacun des pays de la région a enregistré des progrès différents, globalement, la mise en œuvre de la phase I a été considérée comme un succès. Reste désormais à mettre en œuvre la phase II (2008-2010); les pays devraient ainsi concentrer leurs efforts sur la consolidation des résultats obtenus dans le cadre de la phase I et leur suivi, ainsi que sur la mise en place de nouvelles activités pour poursuivre la mise en œuvre de la Stratégie.

#### **IV. RAPPORT SUR LES PROGRÈS ACCOMPLIS PAR LE GROUPE D'EXPERTS CHARGÉS DES INDICATEURS RELATIFS À L'ÉDUCATION EN VUE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE**

19. Le Président a ouvert l'examen de ce point de l'ordre du jour en félicitant les délégations de leur participation active à l'essai pilote de présentation de rapports destiné à faire le point des progrès réalisés dans la mise en œuvre de la Stratégie pour la Conférence ministérielle de Belgrade ( <http://www.unece.org/env/esd/Implement.Gov.htm>). Les informations dégagées des 36 rapports nationaux de mise en œuvre – même si leur degré de précision était variable – ont représenté un résultat probant. Les États membres se sont vivement félicités de la collaboration étroite et efficace instaurée par la CEE et l'UNESCO, notamment en ce qui concerne le suivi des progrès réalisés. Le Président a indiqué au Comité directeur que les premiers travaux d'élaboration de rapports obligatoires visant à évaluer la mise en œuvre de la phase II auraient lieu courant 2010.

20. M. Roel van Raaij, Président du Groupe d'experts, a fait rapport sur les progrès accomplis dans la révision des indicateurs et la mise au point de critères de qualité (ECE/CEP/AC.13/2008/4, documents d'information n<sup>os</sup> 2 et 3 et présentation PowerPoint <http://www.unece.org/env/esd/SC.Meet.htm#3rdMtg>). Ayant été reconduit dans ses fonctions par le Comité directeur à sa deuxième réunion, le Groupe a revu le modèle de présentation des rapports. Dans le nouveau modèle, un nouveau sous-indicateur (2.1.3) consacré aux méthodes d'enseignement et d'apprentissage a été ajouté sous l'indicateur 2.1, et certaines modifications et certains ajouts ont été apportés aux tableaux annexés au modèle. S'agissant des critères de qualité, le Groupe d'experts est convenu que la question devait être abordée tant du point de vue quantitatif que qualitatif. Pour ce qui est du quantitatif, un ensemble de critères/seuils permettant de mesurer le succès de la mise en œuvre de la Stratégie ont été élaborés (ECE/CEP/AC.13/2008/4, annexe I). Pour ce qui est du qualitatif, le Groupe d'experts a établi un projet de liste de descripteurs assortis de notes explicatives spécifiques à certains indicateurs et sous-indicateurs, dans lequel figurent des exemples de bonnes pratiques (document d'information n<sup>o</sup> 3). Outre les orientations informelles fournies pour l'établissement des rapports, les descripteurs pourraient servir utilement à favoriser le processus de mise en œuvre, sa surveillance et son évaluation, et à faciliter l'échange de données d'expérience (par exemple, la mise en commun de bonnes pratiques) entre pays.

21. Le Comité directeur a salué l'excellent travail du Groupe d'experts des indicateurs relatifs à l'éducation au développement durable et a approuvé la version révisée du modèle de présentation des rapports (ECE/CEP/AC.13/2008/8). Il s'est également félicité de la mise au point des critères permettant d'évaluer le succès de la mise en œuvre de la Stratégie.

22. Le Comité directeur a décidé de reconduire le Groupe d'experts dans ses fonctions jusqu'à sa prochaine réunion en 2009, ce dernier ayant été chargé d'établir la version définitive du projet de liste de descripteurs destinés à étayer le modèle de présentation des rapports. Le Groupe d'experts devrait notamment revoir le modèle de bonnes pratiques (c'est-à-dire l'adapter au modèle de présentation des rapports) pour utiliser de manière plus efficace les bonnes pratiques déjà soumises, aux fins du partage des enseignements retenus dans la mise en œuvre de la Stratégie.

23. S'agissant de la surveillance et de la communication d'informations sur l'éducation en vue du développement durable à l'échelle mondiale, les participants ont noté que le Groupe d'experts chargé du suivi et de l'évaluation de l'UNESCO utilisait le modèle de présentation des rapports de la CEE comme base pour élaborer un questionnaire destiné à évaluer les progrès réalisés à mi-parcours dans la mise en œuvre de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable. Le bilan à mi-parcours aura lieu à l'occasion de la Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'éducation en vue du développement durable, qui doit se tenir du 31 mars au 2 avril 2009 à Bonn (Allemagne). Par la diffusion des progrès enregistrés dans la mise en œuvre de la Stratégie de la CEE pour l'éducation en vue du développement durable, la région pourrait contribuer utilement à cette prochaine conférence mondiale.

**V. COMMENT EST ENSEIGNÉ LE DÉVELOPPEMENT DURABLE? – DÉBAT  
D'EXPERTS SUR LES COMPÉTENCES EN MATIÈRE D'ÉDUCATION  
EN VUE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE DANS  
LE SECTEUR DE L'ÉDUCATION**

24. La séance conjointe de la Conférence ministérielle de Belgrade a qualifié la question des compétences en matière d'éducation en vue du développement durable d'étape décisive pour la poursuite de la mise en œuvre de l'éducation en vue du développement durable. Pour répondre à la question, une table ronde d'experts a été organisée, à laquelle ont notamment participé des représentants ministériels, des enseignants et des élèves et étudiants de l'enseignement secondaire et supérieur et des ONG (ECE/CEP/AC.13/2008/6). Pour étayer le débat, le secrétariat a établi, en concertation avec certains experts et membres du Bureau, un document sur les compétences en matière d'éducation en vue du développement durable dans le secteur de l'éducation (ECE/CEP/AC.13/2008/7).

25. Les participants à la table ronde se sont penchés sur les problèmes existants en rapport avec l'intégration de l'éducation en vue du développement durable dans la formation des enseignants et ont partagé le fruit de leur expérience et les bonnes pratiques existant en la matière. Ils ont apporté une contribution utile au débat sur les compétences en matière d'éducation en vue du développement durable et ont multiplié les points de vue sur la question du développement des compétences, en raison des acteurs impliqués ainsi que des besoins spécifiques et des conditions inhérentes aux différentes sous-régions. Différents avis ont été exprimés sur le type de compétences qu'il convenait de développer, par exemple les compétences des éducateurs et celles des apprenants.

26. Le représentant de l'UNESCO a souligné combien il était important d'élaborer des compétences en matière d'éducation en vue du développement durable et a accueilli avec satisfaction l'initiative de la région de la CEE, qui entend jouer les chefs de file dans la résolution de la question, dans le but de servir d'exemple à d'autres régions.

27. À l'issue des débats, le Comité directeur a demandé au Groupe d'experts des indicateurs relatifs à l'éducation en vue du développement durable d'élaborer, pour examen à sa prochaine session, une proposition de mandat, faisant état des ressources humaines et financières nécessaires, en vue de la création éventuelle d'un groupe d'experts des compétences en matière d'éducation en vue du développement durable. Le Groupe d'experts des indicateurs ainsi que d'autres experts invités sur la question des compétences en matière d'éducation en vue du développement durable devraient se réunir dans les bâtiments de l'UNESCO à Paris



à la mi-septembre cette année pour élaborer ladite proposition. Les pays ont été invité à manifester leur intérêt et à soumettre au secrétariat, d'ici au 1<sup>er</sup> juin 2008, les candidatures d'experts spécialisés dans le domaine des compétences en matière d'éducation en vue du développement durable.

**VI. PROJET DE PLAN DE TRAVAIL POUR LA MISE EN ŒUVRE  
DE LA PHASE II DE LA STRATÉGIE DE LA CEE POUR  
L'ÉDUCATION EN VUE DU DÉVELOPPEMENT  
DURABLE (2008-2010)**

28. Conformément à la demande formulée par les ministres à la Conférence ministérielle de Belgrade, le secrétariat a élaboré, en concertation avec le Président et le Bureau, un projet de plan de travail pour la mise en œuvre de la phase II de la Stratégie de la CEE pour l'éducation en vue du développement durable (2008-2010) (ECE/CEP/AC.13/2008/5). Ce plan comprend diverses activités axées sur la coordination, le renforcement des capacités et l'échange de données d'expérience pour favoriser et faire progresser la mise en œuvre de l'éducation en vue du développement durable dans la région, y compris des ateliers et des formations, la mise en commun de bonnes pratiques et des études de cas, une plus grande utilisation des outils électroniques, des actions de sensibilisation et l'examen de la mise en œuvre de la phase I. Le secrétariat de la CEE pourrait, si les ressources le lui permettent, faciliter l'exécution de ce plan.

29. Le projet de plan de travail a défini une feuille de route concernant les activités à entreprendre au cours de la phase II, visant à répondre à l'ensemble des besoins et des problèmes recensés dans la région de la CEE. Nombre de ces activités nécessiteraient des ressources supplémentaires pour être menées à bien. Le succès de la mise en œuvre de l'éducation en vue du développement durable dépend de la réalisation de deux grandes priorités pendant la phase II, à savoir: a) l'élaboration et l'exécution de plans d'action nationaux pour l'éducation en vue du développement durable et b) le développement des compétences correspondantes.

30. Le Comité directeur a examiné et adopté le plan de travail pour la mise en œuvre de la phase II et invité les gouvernements intéressés à jouer les chefs de file pour les activités clefs qui ont été définies. Certaines délégations ont souligné la nécessité d'utiliser toutes les ressources disponibles aux niveaux sous-régional et national, notamment s'agissant du paragraphe 15 du plan de travail. S'agissant de la proposition d'ateliers faite au paragraphe 17, il a été proposé que la question de l'éducation aux modes de consommation viables soit retenue comme thème pour la sous-région de l'Europe occidentale. L'Italie envisage de jouer les chefs de file pour cette activité.

31. En ce qui concerne les questions financières liées à la mise en œuvre du plan de travail, le Président a rappelé l'existence du plan de contributions volontaires arrêté à la Réunion de haut niveau des ministres de l'environnement et de l'éducation (Vilnius, 17et 18 mars 2005). Les incidences financières font l'objet de l'annexe III du plan de travail et des informations actualisées ont été fournies dans le document d'information n° 4 (<http://www.unece.org/env/esd/SC.Meet.htm#3rdMtg>). Plusieurs pays ont indiqué qu'ils souhaitaient contribuer financièrement à la mise en œuvre du plan de travail. Les contributions ci-après ont été annoncées lors de la réunion: Autriche (2 000 €), Grèce (2 000 €), République tchèque (2 000 €),

Slovaquie (2 000 €) et Suède (200 000 SEK). L'Italie s'est dite prête à contribuer et le Canada envisage la possibilité de le faire. La contribution de la Norvège pour les années 2006-2007 (200 000 NOK) qui avait été égarée a été retrouvée et réallouée aux activités en matière d'éducation en vue du développement durable.

32. Le Comité directeur a souligné qu'il était essentiel de garantir un financement stable et prévisible pour une application efficace du plan de travail et a encouragé les gouvernements et les organisations à soutenir le programme d'éducation en vue du développement durable. Il a prié le secrétariat d'adresser avant l'été aux États membres un courrier sollicitant leur soutien financier. Les pays ont aussi été invités à fournir au secrétariat les noms de donateurs potentiels que le Président du Comité directeur pourrait contacter. En réponse à la demande formulée par les ministres lors de la Conférence de Belgrade, le Comité directeur a prié le secrétariat de bien vouloir indiquer précisément quand et comment il comptait procéder pour modifier la décision actuelle, de manière qu'au cours du prochain exercice biennal il soit possible d'utiliser des ressources inscrites au budget ordinaire pour les activités relatives à l'éducation en vue du développement durable.

## **VII. INTERACTIONS ENTRE LE PROCESSUS ENGAGÉ PAR LA CEE ET D'AUTRES PROCESSUS ET ACTIVITÉS D'ÉDUCATION EN VUE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET AVANTAGES MUTUELS QUE L'ON POURRAIT EN TIRER**

33. Les participants ont appuyé énergiquement le renforcement des effets de synergie entre la Stratégie de la CEE et les activités d'éducation au développement durable engagées dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour l'EDD, de la Commission du développement durable, de l'Union européenne (UE) et de la Stratégie méditerranéenne pour le développement durable. Les parties prenantes et les États membres de la CEE ont fait savoir que de nombreuses activités avaient été organisées autour de la mise en œuvre de l'éducation en vue du développement durable, notamment de sa promotion et de la Stratégie y relative, dans les instances internationales pertinentes. La Norvège a signalé avoir mis en place un système sur Internet d'appui à l'éducation en vue du développement durable, destiné à centraliser des connaissances sur le développement durable (<http://sustain.no/>). L'Italie a donné à la réunion des indications sur les travaux de l'Équipe spéciale de l'éducation à des modes de consommation durables, qui visent à encourager l'introduction des principes de la production et la consommation viables dans les processus d'apprentissage formels, non formels et informels. L'Équipe spéciale, en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et l'UNESCO, a élaboré un ensemble de lignes directrices, de recommandations et d'exemples de programmes intitulé «Here and Now Education for Sustainable Consumption». L'Italie a également souligné que la Commission du développement durable était l'instance internationale la plus adaptée pour insister sur le caractère interdisciplinaire de l'éducation en vue du développement durable et sur les espaces où il conviendrait de la promouvoir, exemples tangibles à l'appui de l'efficacité de l'éducation en tant qu'instrument de mise en œuvre et que mesure d'accompagnement dans les politiques sectorielles. La Finlande a fait savoir à la réunion qu'un projet consacré à l'éducation en vue du développement durable rassemblant plusieurs parties prenantes de la région de la Baltique devrait prochainement voir le jour. Le Canada a mis l'accent sur le fait qu'il était prévu d'organiser une conférence d'ONG à la fin du mois de novembre 2008 à Manitoba. La France a annoncé qu'une conférence internationale sur l'éducation en vue du développement

durable aurait lieu en octobre 2008 à Bordeaux, lors de la présidence française de l'Union européenne.

34. Le MOI-ECSDE<sup>4</sup> a présenté les activités exécutées au titre de l'Initiative méditerranéenne pour l'éducation en faveur de l'environnement et du développement durable (MEdiES), en mettant l'accent sur la mise au point de matériels pédagogiques et didactiques, l'organisation de conférences, de séminaires et d'ateliers-résidents pour les jeunes et la constitution d'un réseau d'éducateurs (<http://medies.net>). Le Centre régional pour l'environnement de l'Europe centrale et orientale a fait savoir au Comité directeur que de nouveaux matériels d'éducation à l'environnement intitulés «Green Pack Junior» avaient été mis au point à l'intention des jeunes enfants et des écoles ne possédant que peu d'équipements techniques et seraient lancés en 2008. Il a également appelé l'attention sur le «Course for Sustainability», qui vise à aider les agents du gouvernement à approfondir leurs connaissances et leurs compétences sur les questions de développement durable. Cette formation est organisée depuis 2004 et quelque 220 fonctionnaires originaires de 11 pays d'Europe centrale et orientale y ont participé. Le représentant de l'Autriche, au nom de l'ENSI (Environment and School Initiatives), a indiqué à la réunion que l'ENSI était disposée à appuyer les travaux portant sur les compétences en matière d'éducation en vue du développement durable. L'ENSI est tout à fait désignée pour cette tâche, étant donné l'expérience du groupe dans le domaine et le projet CSCT<sup>5</sup> récemment réalisé par l'UE, qui a abouti à un manuel sur les compétences des enseignants qui offre un cadre à l'intégration de l'éducation en vue du développement durable dans les programmes des établissements de formation des enseignants. Le représentant de l'ENSI a également souligné que la publication *Quality criteria for ESD schools* était en cours de traduction, les versions portugaise et roumaine ayant déjà été publiées et les versions russe et croate devant prochainement voir le jour. L'OCDE a appelé l'attention des représentants sur la contribution en nature qu'elle offrait en faveur de la mise en œuvre de la Stratégie de la CEE et de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable en concentrant ses travaux sur la promotion de la transition de l'éducation en matière d'environnement à une authentique éducation en vue du développement durable. L'OCDE a également indiqué qu'un atelier consacré à l'éducation en vue du développement durable était prévu à Paris, les 11 et 12 septembre 2008, avec pour thèmes principaux: a) les stratégies nationales en matière d'éducation en vue du développement durable de l'OCDE; b) la promotion d'écoles durables fondées sur le Programme pour les constructions éducatives de l'OCDE; c) l'éducation aux modes de consommation viables; d) des programmes de développement durable qui iraient au-delà de l'éducation à l'environnement; et e) la production d'un ouvrage sur le développement durable qui pourrait servir de manuel d'enseignement secondaire. L'Agence européenne pour l'environnement (AEE) a rendu compte de la réunion consacrée à la construction d'un nouveau site Web éducatif intitulé «Eco Agents», qui est une plate-forme d'apprentissage internationale visant les enfants âgés de 9 à 14 ans et les éducateurs chargés de sensibiliser les enfants aux problèmes et aux questions qui se posent actuellement dans le domaine de l'environnement (<http://ecoagents.eea.europa.eu>).

---

<sup>4</sup> Bureau méditerranéen d'information pour l'environnement, la culture et le développement durable (<http://www.mio-ecsde.org/>). Assure le secrétariat de la MEdiES.

<sup>5</sup> Programmes, développement durable, compétences, formation des enseignants (CSCT). Des informations en anglais plus détaillées sont disponibles sur le site Web du projet: <http://www.csct-project.org/content/view/1/26/>.

La Communauté européenne a donné des indications sur les travaux menés dans le cadre de la Stratégie pour le développement durable de l'UE, en soulignant la nécessité de tenir compte de la responsabilité sociale des entreprises en matière de développement durable ([http://ec.europa.eu/sustainable/welcome/index\\_en.htm](http://ec.europa.eu/sustainable/welcome/index_en.htm)). Enfin, l'ECO-Forum européen a informé les participants des activités liées à l'éducation en vue du développement durable qu'il menait.

35. Le Comité directeur a proposé d'organiser une manifestation parallèle sur l'éducation en vue du développement durable, notamment sur l'éducation à des modes de consommation durables pendant la dix-huitième session de la Commission du développement durable en 2010, première année du quatrième cycle de mise en œuvre touchant aux questions de la production et de la consommation viables.

### **VIII. CALENDRIER DES RÉUNIONS**

36. Le Comité directeur a décidé qu'il tiendrait sa prochaine réunion à la fin du mois de février 2009, soit suffisamment tôt pour présenter une contribution régionale à la Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'éducation en vue du développement durable (Bonn, Allemagne, 31 mars-2 avril 2009). Il est prévu que le Bureau tienne sa sixième réunion immédiatement après la troisième réunion du Comité directeur (ECE/CEP/AC.13/2008/2/Add.1), et sa septième réunion en novembre 2008.

### **IX. ÉLECTION DU BUREAU**

37. Le Comité directeur a également procédé à l'élection du Bureau. Il a réélu M. Karamanos (Grèce, secteur de l'éducation) Président et élu M<sup>me</sup> Jyldyz Duishenova (Kirghizistan, secteur de l'environnement) Vice-Présidente. Le Président s'est félicité de sa réélection et a réaffirmé sa volonté d'œuvrer au succès de la mise en œuvre de la Stratégie pour l'éducation en vue du développement durable. M. Michael Scoullos (Grèce) a à nouveau été nommé assistant du Président.

38. Afin de représenter de façon équilibrée les différentes sous-régions de la CEE, le Comité directeur a élu ou réélu les membres de son Bureau, à savoir: M<sup>me</sup> Vesna Fila (Serbie, secteur de l'éducation); M. Ara Avetisyan (Arménie, secteur de l'éducation); M. Gerald Farthing (Canada, secteur de l'éducation); M. Michel Ricard (France, secteur de l'environnement); M. Paolo Soprano (Italie, secteur de l'environnement); M<sup>me</sup> Zvetlana Preoteasa (Roumanie, secteur de l'éducation) et M<sup>me</sup> Astrid Sandås (Norvège, secteur de l'éducation). Le Président et le Vice-Président du Comité directeur exerceront leurs fonctions respectives en son sein. Les représentants des parties prenantes ayant participé aux réunions du Bureau en qualité d'observateurs, soit l'UNESCO, les centres régionaux pour l'environnement, l'ECO-Forum européen et Environmental and School Initiatives (ENSI), ont été invités à continuer de participer aux réunions, toujours au même titre.

### **X. QUESTIONS DIVERSES**

39. Aucune autre question n'a été portée à l'attention du Comité directeur.

## **XI. CLÔTURE DE LA RÉUNION**

40. Le Président a fait savoir au Comité directeur que ses remarques finales seraient diffusées par courrier électronique. Le Bureau et le secrétariat ont été priés de donner suite aux décisions du Comité directeur. Le secrétariat a été invité à établir la version définitive du rapport et de la liste des participants, à diffuser auprès des délégations après la réunion. Le Président a remercié le Comité directeur de ses contributions constructives et efficaces et a prononcé la clôture de la réunion.

-----